

Cote du document: EB 2014/LOT/G.13
Date: 7 novembre 2014
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

Organisation internationale du Travail (OIT)

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Abdelkarim Sma
Économiste régional principal
téléphone: +39 06 5459 2500
courriel: a.sma@ifad.org

Khalida Bouzar
Directrice
Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
téléphone: +39 06 5459 2321
courriel: k.bouzar@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	i
Recommandation pour approbation	1
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	2

Annexe

Organisation internationale du Travail (OIT): Renforcement du suivi-évaluation de l'égalité hommes-femmes dans l'emploi rural au Proche-Orient et en Afrique du Nord	3
--	---

Appendice

Results-based logical framework
(Cadre logique axé sur les résultats)

Sigles et acronymes

GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
OIT	Organisation internationale du Travail
PMT	Plan à moyen terme
S&E	Suivi-évaluation

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, telle qu'elle figure au paragraphe 8.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI: Organisation internationale du Travail

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant une proposition de don en faveur de la recherche et de la formation agricoles menées par un centre international ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), d'un montant de 1,72 million d'USD.

Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui à un programme de recherche et de formation mené par le centre international ci-après ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI: Organisation internationale du Travail (OIT).
2. Le document relatif au don soumis au Conseil d'administration pour approbation figure en annexe au présent rapport:

Organisation internationale du Travail (OIT): Renforcement du suivi-évaluation de l'égalité hommes-femmes dans l'emploi rural au Proche-Orient et en Afrique du Nord
3. Les objectifs et la teneur du programme de recherche appliquée considéré sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'à la politique du Fonds en matière de financement sous forme de dons.
4. L'objectif stratégique primordial qui guide la Politique révisée du FIDA en matière de dons, approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2009, est de promouvoir des approches et technologies efficaces et/ou innovantes ainsi que des politiques et institutions qui favorisent le développement agricole et rural en donnant aux populations pauvres, femmes et hommes, des zones rurales des pays en développement les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire.
5. Cette politique a pour ambition d'obtenir les résultats suivants: a) promotion d'activités innovantes et élaboration de technologies et d'approches novatrices au profit du groupe cible du FIDA; b) activités de sensibilisation, de plaidoyer et de concertation sur les politiques, s'agissant des questions importantes pour les ruraux pauvres, menées par ce groupe cible ou en son nom; c) renforcement de la capacité des institutions partenaires à fournir toute une gamme de services d'aide aux ruraux pauvres; et d) promotion, auprès des parties prenantes au sein des régions et de l'une à l'autre, de l'assimilation des enseignements, de la gestion des savoirs et de la diffusion de l'information au sujet des questions liées à la réduction de la pauvreté rurale.

6. Le programme proposé est conforme à l'objectif et aux résultats attendus de la Politique révisée du FIDA en matière de dons. La conception de ce programme vise à appuyer les objectifs assignés par le FIDA à ses dons, et en particulier l'accent mis sur l'innovation, la sensibilisation à la problématique hommes-femmes, le renforcement des capacités en matière de gestion des programmes, et l'apprentissage. L'innovation se focalisera principalement sur des activités pilotes concernant de nouvelles approches du suivi-évaluation (S&E) des questions relatives à l'égalité des sexes.
7. La sensibilisation sera également appuyée comme une question transversale: en mettant plus explicitement l'accent sur des données ventilées par sexe, tant dans le S&E qu'au cours des évaluations, les défis sexospécifiques retiendront bien davantage l'attention. Enfin, le renforcement des capacités constituera une composante de base et l'un des principaux résultats du programme.

Deuxième partie – Recommandation

8. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme de renforcement du suivi-évaluation de l'égalité hommes-femmes dans l'emploi rural au Proche-Orient et en Afrique du Nord, accordera un don ne dépassant pas un million sept cent vingt mille dollars des États-Unis (1 720 000 USD) à l'Organisation internationale du Travail à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Organisation internationale du Travail (OIT): Renforcement du suivi-évaluation de l'égalité hommes-femmes dans l'emploi rural au Proche-Orient et en Afrique du Nord

I. Contexte

1. C'est dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord que l'inégalité des possibilités économiques entre les sexes – mesure globale des disparités fondées sur le sexe – atteint le niveau le plus élevé au monde. Pour les femmes, la probabilité d'être sans emploi est en moyenne 2,4 fois plus forte que pour les hommes. Pour les jeunes femmes, ce chiffre se traduit par des taux de chômage de 21,7% et 21,2% en Afrique du Nord et au Proche-Orient, respectivement. La participation de la main-d'œuvre féminine jeune dans la région est, à environ 16%, la plus faible du monde.
2. Ces mauvais résultats en termes d'emploi pour les femmes dans la région peuvent être imputés aux contextes culturels prédominants, à une législation discriminatoire et à la faiblesse des services d'appui. Les femmes, dans la région, occupent principalement des emplois à faible productivité. Elles travaillent dans de petites exploitations agricoles, ou gèrent des petites entreprises. Elles sont surreprésentées parmi les travailleurs non rémunérés dans les exploitations familiales et dans le secteur informel. Et elles parviennent rarement à des positions de pouvoir sur le marché du travail.
3. Faute d'investissements éclairés et accrus sensibles à la problématique hommes-femmes et garantissant des possibilités de travail décent tout en leur fournissant des compétences, une éducation et un accès à la finance, les femmes demeureront, en nombre croissant dans la région, contraintes de travailler dans des emplois mal payés et vulnérables, et de migrer ensuite vers les centres urbains à la recherche d'autres possibilités.
4. Bien qu'il existe un vaste ensemble de connaissances sur les moyens de parvenir à l'égalité entre hommes et femmes, les praticiens du développement rural sont souvent freinés par un manque de données et d'évaluation rigoureuse de l'impact.
5. Ce manque d'éléments d'information s'explique en partie par la faible capacité de suivi-évaluation (S&E) de nombreuses institutions, entraînant un manque de compétences spécialisées, d'outils et de procédures pour la conception et l'exploitation de systèmes de S&E capables de mesurer avec précision les changements dans les résultats tout en documentant les mécanismes sous-jacents qui déclenchent de tels changements.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

6. La conception de ce programme vise à appuyer les objectifs assignés par le FIDA à ses dons, et en particulier l'accent mis sur plusieurs aspects: innovation, sensibilisation à la problématique hommes-femmes, renforcement des capacités en matière de gestion des projets, et apprentissage.
7. Le programme appuie également la préoccupation transversale stratégique clé du FIDA, celle de l'intégration de l'égalité entre les sexes, qui sera favorisée par cette intégration dans les systèmes de S&E et les évaluations. De même, le programme contribuera à l'un des importants principes d'action du FIDA, qui est de promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes. Dans ce contexte, le programme contribuera à une reconnaissance accrue des rôles multiples que jouent les femmes dans l'agriculture et dans les économies rurales, et à appuyer ces rôles, essentiels pour la sécurité alimentaire et la croissance économique.

8. Le programme apportera une contribution au Plan à moyen terme 2013-2015 (PMT) ainsi qu'au plan de travail stratégique par division en matière de dons. S'agissant du PMT, le programme est pleinement aligné sur le principe directeur de la promotion du partage des savoirs et de la coopération Sud-Sud. L'intégration du partage des savoirs au programme met fortement l'accent sur la production, à partir des systèmes de S&E et des évaluations, de données à fort niveau d'intégrité qui seront diffusées, grâce à une stratégie de communication, à toutes les parties prenantes concernées. Cette démarche optimisera l'impact en encourageant les responsables de l'élaboration des politiques à faire preuve d'une plus grande sensibilité à l'égalité entre les sexes et à changer les pratiques afin que les projets d'emploi rural soient plus propices à l'autonomisation des femmes.
9. La coopération Sud-Sud est aussi une caractéristique institutionnelle clé du programme, dont la communauté de pratique Taqueem est le cadre organisationnel de base. Cette communauté de pratique est un groupe de 15 organisations à la pointe de nouvelles approches visant à développer, dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord, la capacité de mesurer et de suivre l'impact de programmes nationaux. La communauté de pratique joue un rôle clé de catalyseur de l'apprentissage et de la coopération entre pairs au sein d'un groupe assez diversifié d'organisations à ancrage national. Cela améliorera également les perspectives de durabilité. Le programme apportera aussi une contribution importante aux principales priorités de service définies dans le PMT, en particulier celle concernant l'amélioration du suivi de l'impact et de son compte rendu. Dans le cadre des activités de développement des capacités, le programme aidera les interventions du FIDA, en cours ou prévues, à mieux observer comment l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes peuvent contribuer à la réduction de la pauvreté rurale.
10. La proposition fait du programme un nouveau guichet axé sur l'égalité entre les sexes, dans le cadre des pratiques d'évaluation dans la partie rurale de la région. Le programme constituera donc, au sein de Taqueem, un guichet de S&E distinct pour les questions d'égalité des sexes, aspect qui n'a pas été jusqu'ici abordé de manière spécifique du fait des contraintes budgétaires. Cette décision stratégique vise à tirer profit d'une approche testée et reconnue capable d'orienter le programme vers son but ultime d'égalité entre les sexes dans ses résultats en termes d'emploi dans les zones rurales de la région Proche-Orient et Afrique du Nord.
11. Le programme renforcera en outre les différentes stratégies des programmes nationaux, non seulement dans les pays où la communauté de pratique Taqueem est active (Égypte, Gaza et Cisjordanie, Jordanie, Liban, Somalie et Yémen), mais également ailleurs.

III. Le programme proposé

12. Le but d'ensemble du programme est de parvenir à l'égalité entre les sexes dans les résultats en termes d'emploi rural dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord. Les objectifs du programme sont les suivants: i) amélioration de la gestion du programme et intégration des questions de parité hommes-femmes pour les organisations exécutant des projets de développement dans les zones rurales de la région Proche-Orient et Afrique du Nord grâce à des méthodes rigoureuses de S&E; et ii) amélioration, pour les gouvernements, des politiques et des investissements en matière d'emploi, par le biais d'une recherche orientée vers l'impact.
13. Le groupe cible est composé de 10 000 femmes et hommes inactifs, sans emploi ou sous-employés vivant en milieu rural dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord, qui bénéficieront des activités de programmes en cours conduites par 20 membres de la communauté de pratique (environ 500 bénéficiaires par membre). Les activités se concentreront tout spécialement sur la jeunesse (18-35 ans), tranche d'âge dans laquelle les taux de chômage sont les plus élevés, et le risque politico-économique le plus omniprésent.

14. Par ailleurs, bénéficieront d'avantages directs et de produits y afférents: 20 organisations et 40 chargés de programme ou fonctionnaires de S&E; au moins 300 chercheurs, praticiens et responsables des politiques participant chaque année aux symposiums sur les observations recueillies; 60 responsables des politiques et partenaires sociaux consultés au cours de trois tables rondes de haut niveau sur les politiques; 8 000 ruraux, hommes et femmes, participant à huit études d'impact en matière d'égalité entre les sexes; et plus de 300 chercheurs, praticiens et responsables des politiques formés aux techniques d'évaluation de base et avancées.
15. Le programme durera 36 mois et comportera trois grandes composantes:
- **Composante 1: développement des capacités.** Des communautés de pratique seront constituées au niveau régional et composées d'équipes de programme axées sur l'égalité entre les sexes. Les membres des communautés de pratique bénéficieront d'un programme d'assistance technique conçu pour améliorer leur capacité de mesurer et de suivre les résultats. Un module de formation rigoureux sera proposé afin de créer une masse critique de compétences en matière d'évaluation dans la région, tout en encourageant l'apprentissage Sud-Sud sur le S&E. Les membres des communautés de pratique sont des organisations exécutant des projets de développement ayant pour but la promotion de l'emploi et de l'égalité entre les sexes dans la région.
 - **Composante 2: recherche orientée vers l'impact.** Le programme appuiera une série d'études rigoureuses visant à recueillir des observations sur les programmes et les politiques et sur la manière dont ils renforcent, respectivement, l'autonomisation économique des femmes et des hommes ruraux. Chaque année, un appel à propositions permettra de choisir, de manière compétitive, les projets, programmes et autres initiatives de développement à soumettre à une évaluation de l'impact. On cherchera activement à réaliser des synergies avec des activités du même type, spécialement dans le cadre des évaluations d'impact, menées par la Division des statistiques et des études au service du développement du FIDA.
 - **Composante 3: influence sur les politiques.** Le programme exploitera l'avantage comparatif de l'OIT en matière de collaboration avec les gouvernements, les employeurs et les organisations de travailleurs de la région pour faciliter la diffusion des conclusions et recommandations de la recherche orientée vers l'impact. Trois pays seront ciblés pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan détaillé d'influence sur les politiques. Des études sur la recherche orientée vers l'impact seront lancées ou finalisées dans les pays choisis afin d'optimiser les possibilités de messages et de recommandations s'appuyant sur des données factuelles. La visibilité du FIDA sera également favorisée au cours de ces manifestations.

IV. Produits et avantages escomptés

16. Les produits et avantages escomptés sont les suivants:
- **Développement des capacités en matière d'évaluation.** Le produit principal consiste en la création, dans la région, d'une masse critique de compétences en matière d'évaluation prenant en compte la problématique hommes-femmes. Ces compétences en matière d'évaluation résulteront de trois activités: formation, évaluation de la problématique hommes-femmes et assistance technique. Le modèle de formation Taqueem sera reproduit et améliorera le ciblage des femmes dans les communautés rurales. Un stage de base (stage intensif sur l'évaluation) sera organisé spécialement à l'intention des responsables des politiques et des praticiens. Le stage avancé (stage intensif exécutif) mettra l'accent sur les chercheurs et les universitaires.

- **Recherche orientée vers l'impact.** Elle portera sur ce qui fonctionne dans les interventions concernant l'emploi et l'égalité entre les sexes en milieu rural, par le biais d'un appel annuel à propositions sur les évaluations d'impact (tant expérimentales que quasi expérimentales) dans le contexte du Fonds de l'OIT pour l'évaluation. Les processus décisionnels des responsables des politiques et des investisseurs seront améliorés grâce aux données factuelles recueillies et aux connaissances permettant de combler les lacunes quant aux types d'interventions qui fonctionnent, quant à ceux qui ne fonctionnent pas et quant aux mécanismes de ces succès ou de ces échecs. Les méthodes de recherche qui bénéficieront d'un appui comporteront non seulement des conceptions expérimentales, mais aussi des études rétrospectives innovantes, des méta-analyses et des études de cas.
- **Influence sur les politiques** pour le gouvernement, les employeurs et les travailleurs, les institutions donatrices et les investisseurs. Prenant pour base les plans d'influence sur les politiques adaptés à la région Proche-Orient et Afrique du Nord, les conclusions et les recommandations issues des évaluations seront utilisées pour influencer et élaborer des politiques relatives à l'intégration des questions de parité hommes-femmes en s'appuyant sur des données factuelles. Il s'agira notamment d'une stratégie de plaidoyer et de communication ayant pour but de passer de la recherche à l'action. Le programme fournira aussi des éléments au portefeuille du FIDA, afin de sensibiliser davantage les interventions en cours et futures aux questions d'égalité entre les sexes et de les rendre mieux à même de réduire les inégalités entre les hommes et les femmes. Le programme cherchera aussi, toutefois, à utiliser le portefeuille du FIDA comme levier pour influencer le cadre général d'action des pouvoirs publics à l'échelon national et régional, en vue de promouvoir les changements qui donneront, en particulier aux femmes, les moyens d'exprimer pleinement leur potentiel productif, contribuant ainsi à réduire aussi bien les déséquilibres entre les sexes que la pauvreté rurale. L'indice de l'autonomisation des femmes dans l'agriculture peut être considéré comme une base reposant sur des données factuelles, et sur laquelle peut être bâti ce travail sur les politiques.

V. Modalités d'exécution

17. Le siège de l'OIT, à Genève, exécutera le programme et sera responsable de la coordination d'ensemble en matière technique et financière. L'équipe de programme sera implantée au sein du Programme emploi des jeunes du Service de l'emploi et des politiques du marché du travail, et sera en liaison, pour leur contribution technique, avec le Service des questions de genre, de l'égalité et de la diversité, et avec l'Unité des petites et moyennes entreprises. Le programme sera par ailleurs appuyé par les bureaux de terrain de l'OIT à Beyrouth et au Caire, sous la responsabilité technique d'ensemble de Genève.
18. L'OIT soumettra des rapports périodiques au FIDA, et notamment, tous les six mois, des états certifiés des dépenses consolidés et concernant le programme (information sur la contribution de l'OIT et celles d'autres sources). Dans les six mois suivant la publication officielle de ses états financiers, l'OIT présentera au FIDA un exemplaire des états financiers vérifiés couvrant toute partie des fonds provenant du don. Les décaissements au profit de l'OIT seront fondés sur les plans de travail et budgets annuels.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

19. Le FIDA consacrera au programme un montant de 1,5 million d'USD, prélevé sur l'allocation à la Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe, et de 0,22 million d'USD provenant du service de la Division des politiques et du conseil technique chargé des questions de parité hommes-femmes. La contribution de l'OIT

au programme sera de 1,42 million d'USD. Le financement total du programme est donc de 3,14 millions d'USD.

Récapitulatif du budget et du plan de financement
(en USD)

<i>Nombre</i>	<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
1	Salaires et indemnités	664 208	624 308
2	Consultants	103 400	60 000
3	Frais de voyage et indemnités	77 330	15 375
4	Biens et services	184 000	131 510
5	Ateliers*	168 467	30 257
6	Dépenses de fonctionnement	24 515	27 082
7	Dons	370 673	450 000
	Sous-total des coûts directs	1 592 593	1 341 532
8	Coût de l'appui au programme (8%)	127 407	78 519
	Total du programme	1 720 000	1 420 051

* Y compris la formation.

Résumé du budget par composante
(en USD)

<i>Composante</i>	<i>Total</i>
Lignes budgétaires transversales	113 730
Composante I: développement des capacités	561 467
Composante II: recherche orientée vers l'impact	603 768
Composante III: influence sur les politiques	313 628
Sous-total des coûts directs	1 592 593
Coût de l'appui au programme (8%)	127 407
Total du programme	1 720 000

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Gender equality in rural employment outcomes in the Near East and North Africa	Objectives contributing to overall goal: <ul style="list-style-type: none"> Improvement in gender policy and investment for government and international organizations leads to better employment outcomes for rural women Improvement in projet management and gender mainstreaming ensure that gender aspects are reflected in the design and implementation of rural economic opportunities projets 		
Objectives	1. Improved projet management and gender mainstreaming by implementing organizations of rural development projets	<ul style="list-style-type: none"> Percentage of implementing organizations which commit to using S&E knowledge and elements of WEAI in their results based measurement initiatives (Target: at least 60%) # of organizations participating in the CoPs established for learning and exchange among supported implementing organizations (Target: 20) # of organizations who receive "Gender Seal" through Participatory Gender Mainstreaming exercise (Target: 5) Percentage of implementing organizations which continue to access the online Taqueem CoP as a knowledge management tool for S&E after end of the projet (Target: at least 60%) 	<ul style="list-style-type: none"> Training courses pre-post tests WEAI training surveys Online portal Consultants' quarterly progress reports 	<ul style="list-style-type: none"> Security situation in the Near East and North Africa allows organizations to participate and events to be held Freedom of expression and liberty of civil society to be promoted in the région Rural economic opportunities and impact evaluation continue to be in the policy makers' and donors' agenda Funding is obtained to finance impact evaluations
	2. Improved gender policy and investment for governments and international organizations	<ul style="list-style-type: none"> # of meetings in which governments consult the Taqueem Evaluation Council for policy design and advice (Target: 3) # of improved national action plans on economic opportunities for women (Target: 3) # of replicated proof of economic opportunities concepts (Target: 3) 	<ul style="list-style-type: none"> Projet records 	
Outputs	1.1 Capacity development: Improved ability of organizations to measure gender results	<ul style="list-style-type: none"> # of basic and advanced/executive training courses in impact evaluation (Target: 6) # of courses that include training on Women's Empowerment in Agriculture Index (Target: 3) # of courses that include special module on measuring women's rural employment (target: 3) # of implementing organizations/projets receiving support and coaching for improved results measurement practices (Target: 20) 	<ul style="list-style-type: none"> Training courses Projet records Consultants' quarterly progress reports 	<ul style="list-style-type: none"> The Evaluation consultants (Taqueem Associates) will deal with most of the S&E support
	1.2 Evidence production: impact research on rural women's projets produced	<ul style="list-style-type: none"> # of calls for proposals for impact evaluations prepared and launched (Target: 3) # of impact evaluation proposals received (Target: 300) # of impact evaluation studies for rural employment and gender receiving seed funding (Target: 8) # of impact evaluation studies that use WEAI in surveys (Target: 4) # of baseline studies completed (Target: 8) # of impact evaluations completed (Target : 4) 	<ul style="list-style-type: none"> Projet records 	<ul style="list-style-type: none"> The call for applications is received by enough eligible and capable organizations An appropriate screening system is set up to identify nascent/high potential organizations Selected partners and organizations are, as expected, capable of performing the work Sufficient level of technical

				<p>assistance to allow them to design and implement S&E plans</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Organizations implementing projets that are not suitable for impact evaluation, left out. ▪ evaluation consultants will be able to create their own reporting templates with the beneficiary organizations.
	<p>2.1 Influence policy/knowledge sharing: evidence to NENA gender community disseminated</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Take-up of evaluation recommendations in policy and projet documents in select countries (Target: 3) ▪ # of evaluated projets that are replicated or scaled up (Target: 2) ▪ # of countries in which the evidence base was mapped (Target: 3) ▪ # of countries in which a context and stakeholder analysis was carried out (Target: 3) ▪ # of briefs covering “what works” and disseminated (Target: 8) ▪ # of high level policy roundtables and policy workshops (Target: 6) ▪ # of Evidence Symposiums (Target: 3) ▪ # of web and social media products developed 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Key gender policy documents ▪ New projet documents ▪ Projet records 	
<p>Key Activities</p>	<p>1.1.1 Organize basic and advanced training courses in impact evaluation 1.1.2 Provide training on WEAI 1.1.3 Provide S&E technical assistance to at least 20 implementing organizations and projets</p>	<p>Inputs:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Evaluation experts to provide training and technical assistance ▪ Training logistic and workshop costs ▪ Funding for selected experts and participants to attend training 		
	<p>1.2.1 Prepare and launch call for proposals for impact evaluations 1.2.2 Provide seed funding for impact studies</p>	<p>Inputs:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Evaluation experts to screen and assess proposals ▪ Seed funding for rural employment and gender impact studies 		
	<p>2.1.1 Develop and implement policy influence plans for impact evaluations in 3 select countries 2.1.2 Map the evidence base 2.1.3 Carry out context and stakeholder analysis 2.1.4 Develop and disseminate policy briefs covering “what works” in rural economic opportunities 2.1.5 Organize high level policy roundtables and policy workshops 2.1.6 Prepare and hold annual Evidence Symposium 2.1.7 Develop web and social media products and implement communications strategy</p>	<p>Inputs:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Communication and policy specialists ▪ Meeting logistic and workshop costs ▪ Funding for selected experts and participants to attend workshops, roundtables and symposiums ▪ Funding for communications team to support development and implementation of policy influence plan 		